



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupeement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Gilles PREUX

N° PV CA 75/24/GP

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

S/commission départementale ERP-IGH

**PROCÈS-VERBAL DE RÉCEPTION DE TRAVAUX Hall d'entrée
(ERP du 1^{er} groupe)**

6 février 2024

CENTRE HOSPITALIER SENS BAT PRINCIPAL

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 387 - 047

Identifiant unique du dossier : 30454

Exploitant :

Directrice : Madame Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

1 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN 89100 SENS

Tél. : 03.86.86.15.15

Dernière visite périodique :

Date : 23 mars 2022

Avis : Défavorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES :

☐ 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1an ☐ 2 ans ☒ 3 ans ☐ 5 ans ☐ Néant

Classement

Activité principale	: Etablissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte durée en médecine, chirurgie, obstétrique
Activité secondaire(s)	: Cantines, Bureaux
Type principal	: U
Type(s) secondaire(s)	: N, W
Catégorie	: 1ère
Effectif public	: 1522 dont 372 hébergés
Effectif personnel	: 445
Effectif total	: 1967

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type N
- Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U
- Arrêté du 21 avril 1983 modifié relatif aux établissements de type W

Descriptif de l'établissement :

Bâtiment de neuf niveaux partiels (R+6 à R+1, RdC Haut, RdC Bas et Sous-sol) distant de tous tiers par un espace libre de plus de huit mètres. Toutes les façades sont accessibles aux engins de lutte contre les incendies. Une façade est accessible aux échelles mécaniques des sapeurs pompiers. Le dernier plancher accessible au public se situe à plus de 18 mètres du niveau d'accès des secours.

De construction traditionnelle, l'établissement est composé comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Les deux premiers niveaux en surélévation possèdent des issues directement sur l'extérieur et forme une plate forme supportant en ensemble en forme de T de six niveaux. Hormis quelques zones, les circulations des locaux à sommeil sont désenfumées mécaniquement par un système asservi à la détection automatique d'incendie.

Un éclairage d'évacuation et d'ambiance est présent.

Le chauffage est assuré par un système triple énergie : urbain, gaz et électrique. La chaudière gaz est implantée dans une chaufferie située au rez-de-chaussée bas de l'établissement.

Les locaux de stockage, TGBT, chaufferie, archives, cuisine, groupe froid, techniques sont isolés.

Les moyens de secours sont assurés par :

- des extincteurs appropriés aux risques ;
- des robinets d'incendie armés ;
- un système de sécurité incendie de catégorie A avec un équipement d'alarme du type 1 ;
- l'affichage de consignes de sécurité et de plans de l'établissement ;
- un téléphone urbain.

Après les derniers travaux réalisés, il n'y a plus qu'une seule zone d'alarme pour tout l'établissement, conforme au règlement de sécurité.

Calcul de l'effectif : voir tableau ci-joint :

CALCUL D'EFFECTIF CENTRE HOSPITALIER GASTON RAMON													
Dénomination			Effectif public					effectif personnel					cumul étage
niveau	service	type	lits	visiteur	poste de consultation	zone public	sous total public	personnel soignant	personnel administratif	zone personnel	sous total personnel	total par service	
R+6	locaux technique	CDT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
R+5	pédiatrie	U	23	23	0	0	46	8	0	0	8	54	154
R+5	urgence pédiatrique	U	0	0	40	0	40	0	0	0	0	40	
R+5	HDJ	U	2	2	32	0	36	1	0	0	1	37	
R+5	addictologie/soins palliatif	U	0	0	24	0	24	0	0	0	0	24	
R+4	Soins intensifs	U	6	6	0	0	12	2	0	0	2	14	423
R+4	cardiologie	U	22	22	8	0	52	7	0	0	7	59	
R+4	neuro pneumo	U	33	33	8	0	74	11	0	0	11	85	
R+4	Hôpital de jour	U	13	13	0	0	26	4	0	0	4	30	
R+4	Exploration fonctionnelle	U	0	0	72	0	72	0	0	0	0	72	662
R+3	médecine polyvalente	U	32	32	8	0	72	11	0	0	11	83	
R+3	médecine spécialité	U	31	31	8	0	70	10	0	0	10	80	
R+3	Court séjour gériatrie	U	29	29	8	0	66	10	0	0	10	76	
R+2		U		0		0	0	0			0	0	889
R+2	Oncologie	U	14	14	8	0	36	5	0	0	5	41	
R+2	Chirurgie orthopédique	U	37	37	0	0	74	12	0	0	12	86	
R+2	Chirurgie spécialité	U	32	32	0	0	64	11	0	0	11	75	
R+2	Chirurgie ambulatoire	U	11	11	0	0	22	4	0	0	4	26	1052
R+1	Gynécologie	U	0	0	8	0	8	0	0	0	0	8	
R+1	Maternité	U	26	26	72	0	124	9	0	0	9	133	
R+1	Néonatalogie	U	6	6	8	0	20	2	0	0	2	22	
R+1	Bloc obstétrical	U	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1489
RdC Haut	USP	U	6	6	0	0	12	2	0	0	2	14	
RdC Haut	UHCD	U	10	10	0	0	20	4	0	0	4	24	
RdC Haut	Service réanimation	U	12	12	0	0	24	4	0	0	4	28	

RdC Haut	Hémodialyse consultation HDJ	U	15	15	16	0	46	5	0	0	5	51		
RdC Haut	Scanner	U	0	0	8	0	8	0	0	0	0	8		
RdC Haut	Echographie	U	0	0	16	0	16	0	0	0	0	16		
RdC Haut	salle de réveil	U	6	6	0	0	12	2	0	0	2	14		
RdC Haut	bloc opératoire	U	6	6	8	0	20	2	0	0	2	22		
RdC Haut	Radio	U	0	0	32	0	32	0	0	0	0	32		
RdC Haut	Urgences	U	0	0	72	0	72	0	0	0	0	72		
RdC Haut	admission	W	0	0	32	0	32	0	0	8	8	40		
RdC Haut	Consultations externes	U	0	0	120	0	120	0	0	0	0	120		
RdC Haut	standard	CDT	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2		
RdC Haut	cafétéria	N	0	0	0	26	26	0	2	0	2	28		
RdC Bas	Consultation médecine	U	0	0	56	0	56	0	0	0	0	56		
RdC Bas	Autres consultations	U	0	0	32	0	32	0	0	0	0	32		
RdC Bas	IRM et scanner	U	0	0	16	0	16	0	0	0	0	16		
RdC Bas	Self	CDT	0	0	0	0	0	0	0	165	165	165		
RdC Bas	stérilisation	CDT	0	0	0	0	0	0	15	0	15	15		
RdC Bas	Salle du conseil	CDT	0	0	0	0	0	0	0	80	80	80		1878
RdC Bas	Salle Analyse de sang	U	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1		
RdC Bas	bureau	CDT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
RdC Bas	Pharmacie	U	0	0	8	0	8	0	26	0	26	34		
RdC Bas	Morgue	U	0	0	16	0	16	0	0	0	0	16		
RdC Bas	Laboratoire	CDT	0	0	16	0	16	0	13	0	13	29		
sous-sol	Magasin	CDT	0	0	0	0	0	0	3	0	3	3	9	9
sous-sol	Archives	CDT	0	0	0	0	0	0	6	0	6	6		
			372		94		1522	123			445	1967		

Dérogation(s) accordée(s) :

Le présent projet concerne deux demandes de dérogations relatives au permis de construire N° PC 089 387 19 S0054. (Hall d'entrée)

Arrière du hall d'entrée principale.

La demande de dérogation N°1 porte sur la réalisation du désenfumage du hall arrière, elle ne concerne que le point de l'article 7.2.2 de l'IT 246 concernant le rapport entre la largeur et la longueur de la surface, ce qui n'est pas le cas de la configuration actuelle des locaux.

Mesures compensatoires :

- Des portes DAS asservies va et vient 2 vantaux sont mises en place afin de séparer ce hall ascenseur du hall.
- Le débit calculé de 12 volumes/h a été augmenté d'un tiers par rapport au calcul réglementaire.
- Le désenfumage proposé a été optimisé au maximum. La position des bouches et le tracé des gaines de ventilations sont dépendants des autres réseaux existants en faux plafond,

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- RVRAT fait par DEKRA en date du 06/02/2024.

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Essai de l'alarme ; action sur un détecteur automatique incendie dans le hall : résultat correct.

Essai du système de désenfumage : action sur un DAI : résultat correct

Anomalies constatées :

- défaut de positionnement sur une porte ou clapet
- observations sur le RVRAT

Analyse de risque :

Établissement qui, au moment de la visite, présente un niveau de sécurité satisfaisant.

Avis de la commission :

La S/commission départementale ERP-IGH émet un avis **favorable** à la réception des travaux.

Au regard de l'avis **favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **mars 2025**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

1• Lever les observations du rapport de vérifications réglementaires après travaux (Article 143 - 34)

2• Lever les dernières observations du rapport technique du système de sécurité incendie (Article MS 68)

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -

Rappels réglementaires

- **N° 1 – N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **N° 2 – Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les ans (art. DF 10) ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (art. CH 58) ;
- Ventilation : tous les ans (art. CH 58) ;
- Gaz : tous les ans (art. GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (art. EL 19) ;
- Ascenseurs : tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (Avant remise en service faisant suite à une transformation importante – Vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs) (art. AS 9),

- Appareils de cuisson : tous les ans (art. GC 22) ;
- Gaz médicaux : tous les ans ;
- Moyens de secours :
 - Extincteurs et RIA : tous les ans,
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (art. MS 58) ;
 - Système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (art. MS 68) ;
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. MS 73) ;
 - Continuité des communications radioélectriques : tous les 3 ans par un organisme agréé (art MS 71) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Sens, le 6 février 2024

Le Président de la commission,



Florent HAUTELIN